

POLITIQUE

# Malaise à la Collectivité européenne d'Alsace

**Que se passe-t-il au sein de l'administration de la Collectivité européenne d'Alsace ? Départs, mutations, mises à l'écart, dossiers en souffrance... Des cadres se disent « maltraités ». Frédéric Bierry, lui, assume une « très grande exigence » à leur égard.**

Lundi dernier, la séance plénière de rentrée de la Collectivité européenne d'Alsace (CEA) a laissé une curieuse impression d'« à-peu-près ». La désignation de plusieurs centaines de représentants auprès d'institutions extérieures ? Reportée à la commission permanente du 18 octobre, faute de préparation suffisante. L'assemblée a bien entériné la future répartition des rôles entre Strasbourg, siège de la collectivité, et Colmar, lieu d'accueil habituel des séances plénières et des commissions permanentes, unique point clair d'un ordre du jour inhabituellement imprécis.

## « Désormais, c'est strictement alimentaire »

Seul rayon de lumière de cette séance : la présence de Vincent Barbier. Tout droit venu du conseil départemental de Saône-et-Loire, ce haut fonctionnaire doit prendre ses fonctions de directeur général des services (DGS) de la CEA le 1<sup>er</sup> novembre. C'est peu dire qu'il était attendu avec impatience par cette administration de 6 000 personnes, son poste étant vacant depuis dix mois.

Cette vacance, ajoutée à un turn-over plus ancien – dans la haute administration comme au sein du cabinet du président Bierry – n'est qu'un des éléments du malaise qui hante

les couloirs de la jeune collectivité. « Il y a de gros problèmes de management », glisse un ancien de la « maison », désabusé. « De nombreux agents sont en souffrance, à cause de la manière indécise avec laquelle les traite le cabinet du président », affirme-t-il. Un cadre chevronné ajoute : « À ma connaissance, Étienne Burger, Philippe Trimaillé et Rémi Bertrand sont parmi les rares élus à s'être ouverts du sujet auprès de Frédéric Bierry. Sans avoir été entendus, hélas. »

Sujet délicat. Les problèmes d'organisation s'accompagnent d'une impressionnante chape de plomb, y compris chez les élus de la majorité, actuels ou passés – l'assemblée alsacienne a été renouvelée en juin. « Ce silence est aussi une réponse, risque l'un d'eux sous couvert d'anonymat. On touche là à un problème hautement politique... » Les cadres de la CEA sont nombreux à se raconter le dernier dysfonctionnement en date, voire à se réciter la liste des « réprochés et disgraciés », en craignant d'y figurer bientôt, eux aussi. « Pour beaucoup de collègues, désormais, c'est strictement alimentaire. Ils « font le job », mais sans plus jamais prendre d'initiative, pour ne pas attirer l'attention sur eux », résume un ancien du conseil départemental du Haut-Rhin.

« Tout le monde fait les frais de la situation, parce que la chaîne hiérarchique a besoin d'un cadre de travail clair et stabilisé », complète un autre cadre important, aujourd'hui sur la touche. « Avec la CEA, on nous a vendu un truc super, mais le rapprochement des services Haut-Rhin/Bas-Rhin se passe dans la douleur », complète un autre cadre important, aujourd'hui



« Pour beaucoup de collègues, désormais, c'est strictement alimentaire. Ils « font le job », mais sans plus jamais prendre d'initiative, pour ne pas attirer l'attention sur eux », confie un cadre de la collectivité. Photo DNA/Franck KOBBI

sur la touche. Un ex-poids lourd de l'administration bas-rhinoise y va de son propre diagnostic : « La collectivité se prive des compétences des gens qui ont monté tout le projet de la CEA, pile au moment où il s'agit de le mettre en œuvre... Allez comprendre ! » Ce professionnel aguerri a préféré partir il y a déjà plusieurs mois.

## « Je suis un président très exigeant, je l'assume ! »

La charge est sévère. Frédéric Bierry semble d'ailleurs tomber des nues quand on lui en fait part. « C'est vrai », concède-t-il finalement. « Je suis un président très exigeant, je l'assume ! Je mesure à quel point la tâche de l'administration est compliquée, mais je suis redevable aux Alsaciens, qui se saignent pour avoir un service public adapté et je ne suis pas satisfait de certains de nos résultats actuels. Nous

sommes au début d'un mandat de sept ans, je veux donc être sûr d'avoir les bonnes personnes aux bonnes places. Ces derniers mois, la création de la CEA, ajoutée à la crise du Covid, m'a empêché de suffisamment échanger avec les cadres de la direction générale. Mais ce qui est sûr, c'est que je ne veux ni d'une armée mexicaine, ni d'une « haute qualité administrative ». Je veux que les moyens aillent à la proximité, à l'efficacité, à la haute qualité humaine. »

« Haute qualité humaine » ? Exemples vécus à l'appui, les cadres dirigeants qui acceptent de se confier usent d'un tout autre vocabulaire. « D'un seul coup, un soir, j'ai appris la prochaine suppression de mon poste par courriel », confie l'un. « J'ai beau être quelqu'un de solide, j'en ai bavé pendant plusieurs semaines. » La voix se voile à l'évocation du « pot de départ secret », expédié en vingt minutes avec une poignée de collègues, au

fin fond d'un couloir perdu.

Un autre a connu les mêmes affres : la suppression imminente de son poste, là encore signifiée par courriel. « Qu'est-ce qu'on me reprochait ? Aucune idée, je me le demande encore ! J'ai connu d'autres organisations où le boulot était dur, stressant, mais là... »

Frédéric Bierry lui-même, on l'a vu, ne conteste pas une certaine rudesse à l'égard des hauts cadres de l'administration, lesquels « représentent un important poids salarial et ont de très grandes responsabilités professionnelles ». « Oui, je protège davantage les « rameurs », les agents de terrain, que les « barreaux », directeurs de service », admet le président. « Nous, élus de la

majorité alsacienne, avons une vision très claire de ce que nous voulons mettre en place : il s'agit de territorialiser nos politiques publiques, c'est-à-dire de les bâtir à partir du terrain. Si les cadres de la direction générale ne partagent pas cette vision, ça ne peut pas fonctionner. J'ai déjà connu la même chose en 2015 [NDLR : année où il a succédé à Guy Dominique Kennel à la présidence du conseil départemental du Bas-Rhin], lorsque j'ai supprimé toute la strate des directeurs généraux adjoints, parce qu'ils fonctionnaient « en silo »... »

Piliers de l'actuelle majorité alsacienne, Éric Straumann et Nicolas Jander, respectivement élus des cantons de Colmar et d'Altkirch et maires de ces deux villes, plaident, quant à eux, les inévitables aléas qu'entraîne la fusion à marche forcée de deux organismes. « Cela crée forcément des frictions », argumente le premier. « Il y a certainement des gens malheureux à cause de cette restructuration, ou mécontents de leur nouvelle affectation, et il y aura de toute façon du flottement pendant encore deux ans... » « La solution de facilité », conclut le second, « cela aurait été de garder tout le monde. On ne peut pas reprocher à Frédéric Bierry d'avoir, au contraire, fait le choix courageux de former la meilleure équipe administrative possible, car la CEA doit faire toutes ses preuves ». Y compris, semble-t-il, en termes de management interne.

Emmanuel DELAHAYE

## Des syndicats attentifs... et attentistes

Dans sa newsletter de ce mois de septembre, le syndicat Unsa de la CEA (Collectivité européenne d'Alsace) évoque une « hiérarchie de proximité placée dans une situation intenable », entre « ce qu'elle sait de la réalité des projets, le discours qu'il lui est demandé de présenter aux équipes et l'inquiétude palpable des agents, bien conscients des évolutions probables qui leur seront au mieux proposées, au pire imposées ».

Secrétaire général du syndicat Force ouvrière (FO) de la CEA, majoritaire dans l'institution, Christophe Odermatt indique pour sa part n'avoir jamais été sollicité directement par des agents en souffrance. Il l'assure cependant : « Si jamais on vient un jour nous voir avec des griefs fondés, nous assisterons évidemment les personnes concernées, que ce soit au pénal ou devant le tribunal administratif. Nous n'avons pas peur. »

Du côté de la CGT, son homologue Jean-Yves Ehlenger est encore plus direct : « En interne, il y a de la souffrance au travail comme je n'en ai jamais vu ! La crise du Covid n'a rien arrangé, mais le management est problématique depuis bien plus longtemps que ça... On est face à un management brutal. »

« La CEA à peine créée, les cadres et les directeurs de service partent les uns après les autres », constate Christophe Odermatt (FO). « Alors forcément, les agents se posent des questions... D'autant que Frédéric Bierry n'a jamais répondu aux multiples sollicitations que nous lui avons adressées. Ce qu'on espère au moins, c'est que le nouveau directeur général des services, dont l'arrivée est annoncée pour début novembre, ne nous fera pas faux bond, comme le précédent, même après quelques mois d'exercice. »

E.D.

## Des départs en série

Signe du malaise interne, de nombreux départs ont eu lieu ces trois dernières années, dans la haute administration du conseil départemental du Bas-Rhin (et désormais de la Collectivité européenne d'Alsace) comme au sein du cabinet de Frédéric Bierry. La liste qui suit n'est en rien exhaustive...

❑ **Christophe Garnier**, directeur général des services (DGS), a été remercié fin 2018-début 2019. Il est toujours salarié de la collectivité, mais en dispense d'activité.

❑ **Thierry Pichon**, ex-directeur de cabinet, devenu directeur général adjoint des services en 2019, s'apprête à rejoindre le conseil régional du Grand Est.

❑ **Christian Chomez**, responsable du protocole, arrivé du

Nord fin 2019, est reparti au bout d'une semaine.

❑ **Maxime Jorand**, conseiller au cabinet de Frédéric Bierry, est parti rejoindre celui de Jean Rottner à la région Grand Est en juin 2020.

❑ **Delphine Joly**, directrice générale des services depuis avril 2019, est partie en décembre 2020 prendre le même poste à la ville et l'eurométropole de Strasbourg (alors qu'elle a porté la mise en place de la CEA) en emmenant Virginie Wolff, son assistante chevronnée. Elle a été remplacée dans l'urgence par Laurent Darley, son adjoint.

❑ **Alexandre Ruf**, ex-conseiller au ministère de la Ville et du Logement, chargé de mission au cabinet de Frédéric Bierry depuis octobre 2019, est parti à la communauté de com-

munes de Chaumont à l'automne 2019, puis il a rejoint Delphine Joly à l'eurométropole début 2020.

❑ **Jean-Philippe Cali**, ex-secrétaire général et responsable du projet Alsace côté bas-rhinois, et Jonathan Bisot-Lefèvre, ex-directeur général adjoint (DGA) en charge des ressources, les deux bras droits de Delphine Joly au conseil départemental du Bas-Rhin, ont rejoint celle-ci à l'eurométropole dès janvier 2021. Aude Lenormand, ex-DRH adjointe, les a rejoints cet été.

❑ **Caroline Lévy**, directrice des relations publiques, recrutée en janvier 2020 pour s'occuper de la communication du président Bierry, est repartie en novembre 2020.

❑ **Pierre Jakubowicz**, ex-conseiller de Frédéric Bierry, a re-

joint Brigitte Klinkert dont il a été le conseiller spécial durant la négociation de l'accord de Matignon (qui a in fine permis la création de la CEA), avant d'être muté aux archives départementales en janvier 2021.

❑ **Guy Kauffmann**, DGS du Val-d'Oise, censé prendre le même poste début mai à la CEA, s'est décommandé à la dernière minute.

❑ **Arnaud Fritsch**, Guillaume Defraiteur et Julien Gug, jusqu'alors membres du cabinet de Frédéric Bierry, en sont partis peu avant l'avènement de la CEA, le 1<sup>er</sup> janvier dernier.

❑ **Vincent Better**, tout premier directeur de la CEA (il a été nommé à la tête du service mutualisé des finances dès 2020), est parti au printemps 2021 rejoindre la ville de Sélestat.

02/10

26/211900

TTE-L01 01

Journées D'OCTOBRE 7 > 17 oct.

folie'flore au cœur des fleurs

Billetterie et infos COVID sur **PARC EXPO.fr** MULHOUSE